



Jeunesse agricole **UNE FORCE
ET DES DÉFIS**

Formation financière, soutien aux startups, digitalisation innovante...

Le Crédit Agricole met le monde rural en mode nouvelles technologies



Tarik Sijilmassi PDG du GCAM. Une expertise reconnue.



فلاحة المستقبل
تناديكم



par Abdellah
Chankou

La campagne, avenir de la ville

Aziz Akhannouch a bien raison d'axer la 14^{ème} édition du SIAM de Meknès (16 au 21 avril 2019) sur l'agriculture comme « levier d'emploi et avenir du monde rural ». Une thématique stratégique pour le développement du pays et sa cohésion sociale qui fait écho aux hautes instructions royales, à l'occasion de la session parlementaire du vendredi 12 octobre 2018. Un discours fort, fondateur d'un Plan Maroc Vert nouvelle génération visant, ainsi que l'a préconisé le souverain, à « l'émergence d'une classe moyenne rurale ». Ce rééquilibrage passe évidemment par l'encouragement de l'investissement agricole et la facilitation de l'accès aux terres arables à la jeunesse rurale.

Il est vrai que plusieurs jeunes ruraux ont réussi à s'arrimer à la stratégie agricole nationale en créant des projets agricoles dans différentes filières. Mais dans un pays où l'âge d'accès au statut de chef d'exploitation peut atteindre 53 ans selon le Recensement national agricole, beaucoup reste encore à faire, notamment en adoptant une refonte des statuts juridiques du foncier, pour lever cet obstacle et accélérer l'appropriation des terrains agricoles à la fleur de l'âge. D'où l'appel royal à l'ouver-

Il va sans dire que le Plan Maroc Vert dans ses différentes déclinaisons sectorielles a contribué à créer de l'emploi dans la chaîne de valeur agricole tout en renforçant la promotion de l'entrepreneuriat dans toutes les filières liées aux métiers de la terre.

ture à la « melkisation », conditionnée par des investissements agricoles, d'un million d'hectares dans les zones bour. Avec 4 millions d'emplois, l'agriculture reste le premier employeur du pays et fait vivre près de 40% de la population active. « Développer l'agriculture, c'est stratégique pour la sécurité alimentaire et pour les exportations, mais c'est aussi améliorer le niveau de vie de toute cette population et développer le monde rural », a rappelé récemment M. Akhannouch qui a réussi avec le Plan Maroc Vert et ses deux piliers 1 et 2 (l'un dédié à l'agriculture moderne et l'autre à l'agriculture solidaire) à remettre le secteur au cœur des enjeux de développement national. Hausse du volume des investissements, augmentation de la productivité dans différentes filières, organisation de l'interprofession, promotion des produits du terroir à haute valeur ajoutée, amélioration notable des conditions de vie du petit fellah... N'en déplaise aux marchands de la mauvaise foi qui s'obstinent à ne voir que le verre à moitié vide, l'agriculture sous les mandats de M. Akhannouch est redevenue attrayante après avoir fait du surplace pendant plusieurs décennies. Ce qui ne fait en rien du PMV une stratégie parfaite. Loin de là. Si le défi de la productivité a été relevé, reste

à réussir le pari de la commercialisation, des débouchés et du juste prix pour le petit agriculteur et à faire en sorte que l'agrégation, solution efficace contre la fragmentation des terres agricoles, soit plus séduisante qu'elle ne l'est aujourd'hui. Objectif: faire germer un partenariat win-win entre l'amont productif et l'aval industriel. Le travail de la terre est très important car il représente cette économie réelle qui mariée au tourisme recèle un potentiel de croissance considérable. Des synergies peuvent être développées entre les deux activités. L'agro-tourisme dans un Royaume riche de ses attraits naturels époustouflants et de son relief très contrasté qui ne demandent qu'à être valorisés est un atout décisif dans l'émergence d'une classe moyenne paysanne que le Roi Mohammed VI appelle de ses vœux. Dans un contexte mondial où l'aléa climatique est une réalité pour cause des émissions à effet de serre, marcher sur deux pieds est un gage de développement des territoires ruraux qui passe, outre par la réduction des écarts entre la ville et la campagne, par la définition d'une conception dynamique de la ruralité. Les solutions appropriées pour un monde rural créateur d'emplois et de richesse, qui parvient à retenir ses populations, se trouvent sans conteste dans une jeunesse entreprenante et innovante. Il suffit juste de savoir la mettre au travail.

Cela dit, il va sans dire que le Plan Maroc Vert dans ses différentes déclinaisons sectorielles a contribué à créer de l'emploi dans la chaîne de valeur agricole tout en renforçant la promotion de l'entrepreneuriat dans toutes les filières liées aux métiers de la terre. La dynamique est là, illustrée aussi par cette vitalité associative et coopérative initiée par des bataillons de jeunes ruraux et de femmes qui ont perçu les formidables opportunités offertes par le Plan Maroc Vert. Qui s'est positionné dans la culture de l'olivieraie, qui dans la valorisation des produits du terroir, qui dans le créneau de l'élevage, qui dans le commerce des engrais et autres techniques d'irrigation... Des gisements considérables d'emplois et de richesse se trouvent également dans la transformation des produits agricoles où le Maroc possède des atouts non négligeables. M. Akhannouch en a fait son crédo, encourageant par des programmes d'appui financiers la création de davantage valeur sur la chaîne agricole.

Il reste peut-être à accélérer la cadence en faisant profiter plus de jeunes paysans des ressources extraordinaires de cette stratégie agricole qui a toutes les qualités pour créer les conditions d'une croissance économique plus inclusive via le renforcement de l'employabilité de la jeunesse du Maroc des campagnes. Avec un dispositif adapté pour les zones enclavées et vulnérables qui restent très peu connectées à la dynamique agricole des régions loties. Le chômage et le sous-emploi qui sévissent dans les territoires ruraux sont inhérents aux disparités régionales que le Plan Maroc Vert malgré ses belles perspectives et l'engagement sans faille de Aziz Akhannouch et de ses équipes ne saurait solutionner tout seul. ●

Jeunesse agricole : Une force et des défis

La jeunesse agricole représente le vivier d'une nouvelle élite paysanne, capable d'entreprendre et de prendre en main la modernisation et le renouveau de l'agriculture nationale. Mais encore faut-il lui permettre d'accéder à la propriété des exploitations...

Ahmed Zoubair

« Chaque année, 10 millions de jeunes africains arrivent sur le marché du travail, un continent où le secteur agricole représente parfois plus de 70% des emplois ». Ce chiffre a été révélé par le ministre de tutelle Aziz Akhannouch à l'occasion des travaux de 10ème édition ces assises de l'agriculture en 2018. C'est dire l'ampleur des défis posés par ce chiffre à des gouvernants du continent appelés à réunir les conditions d'une insertion continue de son capital humain qui ne demande qu'à être utile et productif. Au Maroc, la jeunesse rurale souffre d'abord de la difficulté d'accès à la terre. Une difficulté confirmée par les résultats du dernier recensement national agricole qui ont conclu que l'âge moyen pour devenir chef d'exploitation peut aller jusqu'à 53 ans ! A cet âge, il est difficile d'entreprendre, se lancer dans l'aventure de l'investissement ; on rêve moins et on a tendance à « se calmer ». Le défi, tout le défi est de faire en sorte que nos fellahs, généralement âgés, acceptent de passer le témoin de leur vivant à leurs enfants au lieu de rester accrochés à leurs lopins de terre jusqu'à la fin de leur vie. Une situation très ancrée dans la réalité sociologique du monde rural qui débouche sur un phénomène encore plus pénalisant: le morcellement des terres du fait de l'héritage après le décès du chef de famille. Cette atomisation n'a que des inconvénients : elle freine considérablement l'introduction de la mécanisation, les technologies avancées dans la gestion de l'eau, le traitement des terres, l'encadrement technique des agriculteurs, sans oublier l'accès des petits cultivateurs au crédit bancaire du fait de leur insolvabilité, du déficit d'immatriculation foncière et



Faciliter aux jeunes l'accès à la propriété agricole.

les difficultés du remembrement. D'où l'importance de la stratégie de l'agrégation, épine dorsale du Plan Maroc Vert (PMV), lancé en 2008.

Transformation

De plus, même en excluant les parcours peu productifs de sa définition, la superficie agricole utile (SAU) reste majoritairement de parcours (21 sur 30 millions ha). La structure des exploitations est assez duale même si des catégories intermédiaires existent. Les petites exploitations de moins de 5 hectares dominant le paysage agraire. Effectivement sur une SAU de 8,7 millions d'hectares (ha) les petites exploitations de moins de 5 ha représentant 70% de l'ensemble; 29% pour les exploitations moyennes de 5 à 50 ha tandis que les grandes exploitations avec 50 ha et plus ne représentent qu'1% du total des

exploitations agricoles.

Autre handicap : Le mode d'exploitation principal caractérisé par son caractère familial ainsi que le taux d'analphabétisme qui reste relativement élevé en milieu rural.

Conscient de l'importance des enjeux agricoles, M. Akhannouch avait lors de ces assises plaidé pour que la jeunesse se lance dans l'agriculture qui offre à ses yeux assez de ressources et d'opportunités formidables pour atteindre les objectifs de développement durable des Nations Unies. « Les jeunes doivent être une priorité pour tous les acteurs du développement agricole », avait-il souligné, tout en ajoutant : « il faudra poursuivre les efforts, faciliter l'accès à la terre et accélérer le développement et l'utilisation des outils digitaux dans le secteur tout en impliquant la jeunesse, qui est porteuse de solutions innovantes ». L'émergence d'une

classe moyenne rurale que le souverain avait appelée de ses vœux est intimement liée à la facilitation d'accès aux jeunes au statut de chef de l'exploitation agricole. C'est la clé de la transformation du monde rural dans le sens de l'accélération de l'agrégation qu'il est plus facile de faire avec les jeunes qu'avec l'ancienne génération attachée aux modes de production traditionnels. L'optimisme est de mise au vu des obstacles levés par le Plan Maroc Vert : facilité d'accès au crédit et à la formation ainsi que l'encouragement de l'entreprenariat des jeunes paysans. L'agriculture offre un potentiel de développement extraordinaire. Plus de 200 métiers sont offerts par les différentes filières agricoles. Des bassins d'emplois considérables. Aux jeunes de faire preuve d'initiative et de combativité en s'appropriant le secteur et ses multiples richesses. ●

L'avenir est Agricole

Partenaire historique de l'agriculture, le Groupe OCP est résolument engagé en faveur d'une agriculture durable et prospère. Le Groupe consolide cet engagement à travers de multiples initiatives de proximité et de renforcement des capacités en faveur de l'agriculture, des fermiers et des communautés, au Maroc et en Afrique. Centré sur l'agriculteur comme réel agent de changement, le Groupe s'appuie sur la démarche scientifique et une approche partenariale pour développer des solutions innovantes, co-construites avec les parties prenantes de l'écosystème agricole.

ocpgroup.ma

Sponsor Officiel



SALON INTERNATIONAL DE
L'AGRICULTURE AU MAROC

Du 16 au 21 avril 2019
Meknès - Maroc



La Suisse, 7ème investisseur étranger au Maroc

Pour cette 14ème édition du Salon International de l'Agriculture au Maroc (SIAM), le choix du pays invité s'est porté sur la Suisse. Et ce n'est pas un hasard.

Jamil Manar

A quelque 2 000 km du Maroc (2.049,97 kilomètres pour être précis), le pays du Molésone brille par sa stratégie agricole au niveau mondial.

« Fournissant plus de la moitié des biens alimentaires consommés en Suisse, l'agriculture couvre la moitié du territoire et est régie par un Office Fédéral dans le cadre d'un article constitutionnel voté en 1999 et qui fixe la mission du secteur agricole suisse », expliquent les intervenants à la conférence de lancement de la 14ème édition du SIAM. La production durable de denrées alimentaires axée sur le marché est ainsi au centre de la mission agricole helvétique afin de garantir à la population un approvisionnement sûr.

Mais la Suisse n'est pas qu'un pays aux superbes vaches laitières ou encore au chocolat au lait fondant. « L'image que nous nous faisons de l'agriculture suisse est le lait, le fromage et le chocolat », déclare Massimo Baggi, ambassadeur de la Suisse au Maroc, en plaisantant.

La Suisse est avant tout le quatrième exportateur de café dans le monde et le premier en Europe. Au Maroc, ce pays européen se positionne en tant que septième investisseur étranger. « Nous avons, entre autres, un partenariat qui vise le soutien de la filière de l'huile d'Argan dans la région du Souss-Massa avec un accompagnement pour l'accès au marché international... Ces projets auront des retombées



L'agriculture couvre la moitié du territoire suisse.

non négligeables sur l'emploi au Maroc et particulièrement celui des femmes », explique M. Baggi, lors de la conférence de lancement.

L'agriculture suisse produit chaque année des matières premières et des denrées alimentaires d'une valeur de quelque 10 milliards de francs (environ 97 milliards de dirhams).

La chaîne de valeur agricole suisse (incluant les commerçants et les transformateurs), représente un marché total de presque 60 milliards de francs. Selon l'étude présentée par l'Union Suisse des Paysans (USP), ce secteur repré-

sente 300.000 emplois, soit 8% de tous les emplois nationaux. Dans un quart des communes suisses, ce chiffre atteint 25% des emplois.

La Suisse au Maroc

Le Maroc demeure un excellent client pour la Suisse. Cette dernière trouve preneur et y exporte essentiellement des produits pharmaceutiques, des machines et des produits horlogers. Dans l'autre sens, le Maroc y envoie principalement des pierres et des métaux précieux, des articles de bijouterie, du textile ou encore des vêtements. En 2016, le volume des échanges s'élevait à 520 millions de francs.

Actuellement, outre les échanges commerciaux, de nombreux projets sont en cours de réalisation entre la Suisse et le Maroc. A commencer par le projet PAMPAT, mis en œuvre par l'ONUDI (2013-2019). Le Projet d'Accès aux Marchés pour les Produits Agroalimentaires et du Terroir (PAMPAT) vise à améliorer la performance, l'accès au marché et les conditions socio-économiques de deux chaînes de valeur au Maroc,

l'huile d'Argan et le cactus/figue de barbarie d'Aït Bâamrane.

Le Projet AZIR-O, mis en œuvre par l'ONUDI (2014-2019) vise l'amélioration de la compétitivité des coopératives de la filière du romarin, la durabilité de la ressource et l'amélioration des performances des cueilleurs. Il y a aussi le Swiss Import Promotion Program (SIPPO), élaboré par Swisscontact (fondation indépendante), proche du secteur privé pour la coopération internationale au développement (2017-2020) et qui vise à augmenter la compétitivité des micros-petites et moyennes entreprises rurales à travers le renforcement managérial et le développement de services de qualité et de proximité. Il y a aussi le projet d'appui suisse aux associations professionnelles marocaines actives dans l'agriculture (ASAP-M), également mis en œuvre par Swisscontact (2013-2019). Sans oublier le projet de gestion intégrée des Bassins Versants dans la région de Midelt (GIBV), mis en œuvre par l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (2015-2019)... ●

La Suisse en avance sur son temps ?

Si nous avons une image ancestrale et plutôt familiale de l'agriculture suisse, il est intéressant de noter que ce pays accorde une grande importance à la Recherche et Développement y compris en technologie de pointe (drones et robots) afin de rendre le secteur agricole plus moderne et innovant dans le respect de l'environnement. La Suisse consacre ainsi chaque année plus de 18.5 milliards de francs à la recherche et au développement, soit près de 3% de son PIB.

Ce pays, leader de la production agroalimentaire, occupe une place très importante au niveau du bio en termes de consommation de produits par habitant. En effet 9% des dépenses des ménages sont consacrées aux aliments biologiques. Le nombre de fermes bio continue d'augmenter et l'Office Fédéral de la Statistique (OFS) en dénombre 6.638, dont la moitié est située en régions montagneuses.



La digitalisation de l'amont agricole,
levier de performance et de prospérité
de la filière sucrière



“ Avec ma carte **ATTAISSIR**,
toutes mes opérations
agricoles sont facilitées
depuis l'achat d'intrants
jusqu'à ma récolte. ”

Aziza
Agricultrice de betterave à sucre à Doukkala

Depuis 90 ans, COSUMAR oeuvre pour une filière sucrière nationale compétitive et prospère. En plaçant l'innovation comme levier d'accélération de performances, COSUMAR a lancé en septembre 2018 la solution ATTAISSIR pour un amont agricole connecté unique au Maroc. ATTAISSIR permet aux 80.000 agriculteurs et partenaires de l'amont de COSUMAR d'améliorer et d'optimiser leurs opérations. ATTAISSIR est une solution développée par COSUMAR pour la satisfaction et la confiance de ses partenaires agricoles.



www.cosumar.co.ma



Entretien avec El Mahdi Arrifi

Le Plan Maroc Vert a fait des produits du terroir une priorité

Propos recueillis par Sabrina El-Faïz

L'Agence pour le Développement Agricole, plus communément appelée ADA, a pour principale mission la participation à la mise en œuvre de la stratégie agricole nationale. El Mahdi Arrifi, directeur général de l'ADA a répondu à nos questions.



El Mahdi Arrifi, directeur général de l'ADA.

Le Canard Libéré : Quel bilan et quelles perspectives pour l'agrégation agricole ?

El Mahdi Arrifi : L'Etat a adopté l'agrégation agricole en tant que concept innovant destiné à contourner la problématique foncière. L'objectif de l'agrégation agricole est de mettre en place un nouveau mode d'organisation des agriculteurs reposant sur un partenariat entre l'amont productif et l'aval commercial et industriel dans le cadre de projets d'agrégation agricole. C'est dans ce sens que l'Etat a mis en place dès 2010 un cadre réglementaire et incitatif pour encourager le développement des projets d'agrégation. Ce cadre a été adapté en tenant compte de l'expérience du terrain et ses remontées.

A ce jour, 60 projets d'agrégation ont été mis en place pour un investissement global prévu à terme de 13,6 milliards de DH sur une superficie de 159 000 hectares au profit de 53.000 agrégés dont 80% ont moins de 5 hectares. S'agissant des perspectives liées à l'agrégation agricole, l'ADA, en concertation avec les directions régionales et l'Agriculture et les directions centrales concernées, envisage d'accélérer le rythme de mise en place des projets d'agrégation moyennant la simplification des procédures liées à cette opération d'une part, et le renforcement des actions de sensibilisation sur l'agrégation agricole, d'autre part.

A ce jour, 60 projets d'agrégation ont été mis en place pour un investissement global prévu à terme de 13,6 milliards de DH sur une superficie de 159 000 hectares au profit de 53.000 agrégés dont 80% ont moins de 5 hectares.

En quoi consiste la politique d'accompagnement des produits du terroir par l'ADA ?

Le Plan Maroc Vert a accordé une importance particulière au développement des produits du terroir, en tant qu'alternative très prometteuse pour la mise en œuvre d'un développement local viable et durable. A ce titre, diverses actions menées par l'ADA en parfaite collaboration avec les directions et institutions centrales et régionales de l'Agriculture pour concrétiser l'exécution de l'ambitieuse stratégie de développement des produits du terroir. Il s'agit principalement du Programme de Mise à Niveau des groupements de producteurs des produits du terroir. En vue d'accompagner les groupements producteurs des produits du terroir (coopératives, GIE, unions ...) pour leur permettre de répondre aux exigences du marché national et

international, notamment en matière de qualité, traçabilité, packaging, régularité des approvisionnements, de suivi des ventes,... L'Agence pour le Développement Agricole a lancé un programme de mise à niveau des groupements producteurs de produits du terroir.

A ce jour, quatre programmes d'accompagnement ont été réalisés pour la mise à niveau de 180 groupements producteurs de produits du terroir, représentant près de 600 coopératives et de 18.000 petits agriculteurs, issus de toutes les régions du Royaume. Dans notre stratégie, la mise en place des Plateformes Logistiques et Commerciales entre aussi en ligne de compte.

Le développement de la logistique et l'amélioration des performances logistiques sont des enjeux déterminants pour l'accès des produits du terroir au marché national et international ainsi que l'amélioration de la compétitivité des producteurs de ces produits. Ainsi, la mise en place des plateformes logistiques et commerciales vise à offrir aux producteurs des infrastructures et des services adaptés pour massifier les flux des produits, valoriser et préserver la qualité organoleptique et sanitaire des produits, optimiser les circuits de commercialisation et réduire les coûts de transport, et de packaging. Le programme de mise en place de plateformes logistiques et commerciales prévoit la construction de six plateformes logistiques et commerciales régionales dédiées au développement et à la commercialisation des produits du terroir. Deux Plateformes ont été mises en place à Meknès et à El Hoceima. Autre pilier du dispositif, l'organisation du Concours Marocain des Produits du Terroir.

Il s'agit d'un événement bisannuel qui a pour principal vocation de renforcer la visibilité et la notoriété des produits du terroir. Le concours vient témoigner de la richesse et du savoir-faire local des agriculteurs marocains des 12 régions du pays tout en faisant de l'authenticité de ces produits une locomotive pour le développement territorial. A ce jour trois éditions ont été organisées (2014, 2016 et 2018). Pour la 3ème édition, plus de 650 produits du terroir, provenant de toutes les régions du Maroc, ont été inscrits pour participer à ce concours. Ces produits du terroir présentés par 264 producteurs ont été évalués par une centaine de jurys composés de dégustateurs experts, de producteurs et de consommateurs. Les séances de dégustation de ces produits du terroir ont permis aux jurys d'accorder des médailles à 89 produits.

Ces médailles sont réparties comme suit : 36 médailles d'or, 20 médailles d'argent et 33 médailles de bronze. Notre stratégie s'adosse aussi à l'intégration des produits du terroir au niveau des marchés Grande et Moyenne Surface (GMS).

Le ministère de l'Agriculture, de la Pêche Maritime, du Développement Rural et des Eaux et Forêts (MAPMDREF) a signé des conventions de partenariat en 2011 avec les enseignes de Grande distribution Marjane et Label'Vie/Carrefour et en 2019 avec l'enseigne Aswak Assalam, et ce afin de faciliter l'accès des groupements producteurs aux

réseaux modernes de commercialisation et d'accroître le marché des terroirs à travers une augmentation de l'espace alloué et une meilleure rotation des produits.

Afin d'opérationnaliser ces conventions, l'ADA a organisé plusieurs rencontres B to B entre, les acheteurs des dites enseignes et les groupements des produits du terroir. Ces rencontres ont permis de référencer plus de 1 000 produits au profit de 70 groupements représentant 164 coopératives regroupant plus de 5 935 adhérents dont 2 484 femmes, pour commercialiser divers produits du terroir dans ces enseignes de la grande distribution. Le E-commerce des produits du terroir n'est pas en reste. Afin d'assurer une large commercialisation de ces derniers, une convention de partenariat a été signée en 2014 entre le ministère de l'Agriculture/ADA et le ministère de l'Industrie, du Commerce, de l'Investissement et de l'Economie Numérique/Barid Al Maghrib.

Objectif : offrir aux groupements producteurs des produits du terroir un produit e-commerce permettant d'être présent sur le Net et de faciliter ainsi la promotion de leurs produits à travers la mise en ligne d'un catalogue large et diversifié.

Ce partenariat a permis à 17 groupements, représentant 74 coopératives, de créer leurs propres sites de vente en ligne pour les produits d'argan, des dérivés de figue de barbarie, du miel, des plantes aromatiques et médicinales, épices, etc.

Afin de promouvoir les produits du terroir, d'augmenter les ventes en grandes surfaces et d'asseoir leur notoriété, l'ADA lance périodiquement (Chaâbane-Ramadan, période de retour des Marocains Résidents à l'Etranger et fin d'année) de larges campagnes promotionnelles au niveau des points de vente du réseau de la GMS et des galeries commerciales, accompagnées par des campagnes de communication institutionnelle diffusées sur divers supports Média (TV, Radio, presse écrite et électronique, affichage urbain, réseaux sociaux). La participation aux manifestations internationales est une action incontournable.

Dans la perspective d'accompagner les producteurs des produits du terroir pour développer la commercialisation de leurs produits à l'échelle internationale, l'ADA a comme principales missions de prospector les marchés potentiels ; organiser la participation des groupements producteurs des produits du terroir aux manifestations internationales (Salon International de l'Agriculture de Paris et Salon International de l'Alimentation – Abu Dhabi) ; contribuer à l'organisation de la participation des groupements producteurs des produits du terroir aux manifestations internationales organisées par d'autres établissements relevant du MAPMDREF (Semaine Verte de Berlin) et assurer l'accompagnement technique et commercial des groupements en matière d'exporta-

tion des produits du terroir (Normes et réglementations à l'échelle internationale, rencontres B to B, Suivi des transactions,...).

La participation de l'ADA à ces différents salons internationaux se fait via des pavillons marocains avec l'exposition de produits du terroir, issus de plusieurs régions du pays. Il est à signaler que depuis 2013 à fin mars 2019, 216 groupements producteurs de produits du terroir, issus des 12 régions du Royaume, représentant 674 coopératives et plus de 22.730 petits

agriculteurs (dont 8.725 femmes) ont pris part aux salons internationaux.

Parfois les pluies sont au rendez-vous, parfois non. Qu'en est-il de la problématique de l'eau ?

La sécurisation des ressources hydriques pour garantir une agriculture plus productive et durable est primordiale. Il est bien évident que le défi de la sécurité alimentaire passe par le défi de l'eau. C'est pour cela que Plan Maroc Vert a élevé l'économie d'eau

d'irrigation au rang de priorité stratégique. Il prévoit une économie d'eau de 1,4 milliard de m³/an à travers un programme de reconversion de 550.000 hectares irrigués en goutte à goutte. En plus, l'Etat octroie une subvention de goutte à goutte à hauteur de 100% pour les petits agriculteurs ayant moins de 5 hectares. Le PMV prévoit également la réalisation d'un programme d'irrigation additionnelle de 150.000 hectares, qui portera la superficie totale irriguée au Maroc à 1,6 million hectares. ●

MEDZ
GROUPE CDG

SIAM
SALON INTERNATIONAL DE L'AGRICULTURE AU MAROC



- Infrastructures aux normes internationales
- Proximité immédiate des bassins de production
- Très bonne connectivité
- Vivier de ressources humaines abondant et qualifié
- Logistique de proximité
- Offre de formation intégrée



DÉCOUVREZ NOS 3 AGROPOLES EN VISITANT
NOTRE STAND AU PÔLE INSTITUTIONNEL DU SIAM !

AGROPOLIS
Berkane MEDZ EST
AGROPOLE SOUSS MASSA

PLUS D'INFOS SUR 0537 576 678
SHOWROOM@MEDZ.MA

Jawad Chami : « La satisfaction du client au coeur de notre action »

Après une 13ème édition 2018 record en termes de visiteurs, le Salon International de l'Agriculture du Maroc (SIAM) de cette année compte rééditer le même exploit. Entretien avec le commissaire du salon Jawad Chami.

Propos recueillis par
Sabrina El-Faïz

Le Canard Libéré : Quelle est la particularité de l'édition de cette année ?

Jawad Chami : La thématique « L'agriculture, levier pour l'emploi et avenir du monde rural » est un sujet au cœur des préoccupations de notre pays et elle est parfaitement en phase avec le discours royal du 12 octobre 2018, à l'occasion de l'ouverture de l'année législative.

Les débats et les réflexions autour de cette thématique auront un impact et des retombées positifs sur le présent et l'avenir de l'agriculture dans notre pays.

Le choix de La Suisse comme pays à l'honneur sert au mieux cette thématique et comme pour toute édition, le tandem « Thématique/Pays à l'honneur » est complémentaire et pertinent.

Quelles sont les nouveautés de la 14ème édition du SIAM ?

-L'amélioration du service, la satisfaction des exposants, la sécurité des visiteurs et des biens et l'accompagnement des participants demeurent notre principal objectif. A chaque fois, nous redoublons d'efforts pour que l'édition du moment soit meilleure que la précédente en termes d'organisation.

Cette 14ème édition est porteuse de nombreuses promesses. La première est la nouvelle configuration qui permettra de recevoir plus d'exposants et une visite du salon plus intelligente et confortable. Avec un focus sur le bio avec une présentation de ses différentes filières et produits et une partie du village réservée à la vente directe. L'avenir de l'agriculture nationale se prépare avec la contribution de toutes les parties prenantes. Le vrai défi est de sauvegarder les ressources naturelles, protéger les territoires ruraux, moderniser la pratique agricole, améliorer les outils de travail

et intégrer toutes les associations locales à travers les 12 régions du Maroc pour une agriculture durable, pérenne et une économie solidaire, participative et inclusive.

Le SIAM qui offre aussi l'occasion pour faire des rencontres B2B a tous les atouts pour être le lieu de contact privilégié pour les professionnels du secteur que ce soit au niveau national, africain, méditerranéen et mondial. Cette année, le salon dispose d'une plateforme digitale pour les rencontres B2B. Les inscriptions se font sur le site du salon et tous les pôles emblématiques du SIAM ont un espace dédié uniquement pour le réseautage et une mise en relation fructueuse.

Cette dynamique commerciale permet aux professionnels, les habitués comme les nouveaux soit de prospecter, d'établir de nouveaux partenariats ou de reconduire ceux des éditions précédentes.

Quelles sont les entreprises fidèles, qui reviennent chaque année ? Qui sont les nouvelles ?

Le taux de retour ou de fidélisation avoisine les 87%. Ce qui est énorme. Il montre si besoin est le succès du salon et la confiance dont il jouit auprès des exposants qui au fil des années sont devenus nos partenaires.

Les superficies des stands de plusieurs entreprises ont été augmentées au fil de leur de participation afin de répondre à leurs demandes grandissantes et accompagner le salon dans son extension. Les entreprises qui ne seront pas parmi nous, ne le feront pas, soit pour des raisons de restructuration ou de changement dans leur plan de communication... De nouveaux exposants participent pour la première fois à cette 14ème édition au niveau du Pôle International qui a bénéficié d'une valorisation de superficie de 20%. Ce sont aussi des entreprises qui débutent et qui voient le SIAM comme un tremplin.



L'inoxydable Jawad Chami, commissaire du salon.

N'avez-vous pas peur de tomber dans la routine au bout de 14 éditions ? Le SIAM ne doit-il pas se réinventer pour rester toujours séduisant ?

Si vous faites une rétrospective du Salon, vous constaterez que les 13 dernières éditions étaient toutes inscrites dans une logique permanente de développement et d'innovation.

Depuis son lancement, le Salon joue son rôle de carrefour national pour la rencontre de toutes les régions et tous les grands acteurs de l'agriculture du royaume et à l'international avec la participation de différents pays étrangers.

Le SIAM est aussi l'occasion pour débattre des sujets importants en relation avec la thématique agricole et les enjeux du secteur, concrétiser ou initier des conventions, rencontrer des institutionnels et des professionnels de tous les continents. Il est aujourd'hui la première foire agricole de l'Afrique avec 23 pays africains participants.

Au niveau national et au niveau des 12 régions du royaume, le Pôle régions est devenu un véritable moteur pour toutes les entreprises

locales. Chaque région est une belle vitrine de son potentiel agricole et de ses produits du terroir.

Quelle est la part du chiffre d'affaires moyenne réalisée par les entreprises lors du SIAM ? Et par les coopératives ?

Pour le Pôle du machinisme et pendant les cinq jours du Salon, l'espace propose des promotions et des prix de ventes intéressants, les exposants de cet espace font entre 30% et 50% de leur chiffre d'affaires annuel. C'est le rendez-vous par excellence pour la découverte et l'acquisition de matériels neufs...

Le pôle Produit du Terroir connaît aussi une bonne performance puisque les différentes coopératives vendent en moyenne tout au long du Salon pour plus de 12 millions de DH de produits, soit plus de 65% de leur chiffre d'affaires annuel. Sans oublier le pôle agrofourmiture qui suscite un engouement certain et le pôle international qui est très visité durant le Salon ; les visiteurs profitent des cinq jours du Salon pour découvrir les richesses de chaque pays, déguster et acheter les meilleurs produits. ●



MAROC SAMAD

Samad El Ghella, La qualité ça se cultive

Maroc Samad dispose d'une large gamme d'engrais et de fertilisants, Samad El Ghella. Conçus dans une optique d'optimisation des récoltes, les produits Samad El Ghella répondent aux exigences des cultures et se distinguent par leur qualité de premier ordre et leur efficacité.

Rendez-vous au  **SIAM**
MARCHÉ AGRICOLE ET
AGROFOURNITURE AU MAROC

Pôle Agrofourniture Stand N° A1



Formation financière, soutien aux startups, digitalisation innovante...

Le Crédit Agricole met le monde rural en mode nouvelles technologies

Pour la 14e édition du Salon international de l'agriculture du Maroc (SIAM), Le Groupe Crédit Agricole du Maroc (GCAM) a décidé de coller aux préoccupations du moment dans le monde agricole : la jeunesse, l'emploi et l'émergence d'une classe moyenne rurale.

Jamil Manar

Les initiatives du GCAM correspondent à la nouvelle feuille de route agricole déclinée par le souverain dans son discours d'ouverture de la nouvelle session parlementaire d'octobre 2018. Fin connaisseur du Maroc des campagnes dont il connaît l'ADN, la banque verte a mis à contribution l'édition de cette année pour accompagner, via une série d'actions et d'événements, ce qui a été érigé en priorité. Au nombre de ces actions figure le dispositif « Digital Farm Factory », l'un des événements-phare du Programme d'Open Innovation « CAM Innov », qui vise la promotion de l'entrepreneuriat innovant dans le sillage des secteurs d'activités financées par la banque. Quant à la principale manifestation, elle est se décline sous forme de forum dédié à l'entrepreneuriat des jeunes en milieu rural.

Fort de son expérience non négligeable en matière de digitalisation interne, vaste chantier qu'il a entamé dès l'année 2015, fidèle à sa mission de service public et de partenaire privilégié des travailleurs de la terre aux quatre coins du pays, le GCAM



Tarik Sijlmassi pdg du gcam. Une stratégie multiservices pour l'agriculteur.

entend opérer une grande ouverture sur l'écosystème externe des startups. Comment ? En mettant à leur disposition sa technicité unique en matière d'accompagnement, de digitalisation et de financement du monde rural et ses différentes activités.

En collaboration avec tous les intervenants, particulièrement le ministère de l'Agriculture et de la Pêche Maritime, la banque verte proclame ainsi sa volonté de mobiliser ses

hommes et des moyens pour l'émergence d'un réseau national de startups dans des filières aussi diverses que l'AgriTech : agriculture, pêche ou élevage ; le BioTech : biotechnologies ; le CleanTech : économie, recyclage et nettoyage ; le Fintech : services financiers ; le FoodTech : agroalimentaire, distribution et restauration ; le GreenTech : énergie, environnement et développement durable.

Il va sans dire que l'émergence

d'un écosystème de startups en agriculture et agro-industrie est de nature à favoriser l'adoption de solutions innovantes dont les innombrables avantages ne peuvent faire que du bien à l'ensemble de la chaîne de valeur agricole et à ses acteurs.

Pour l'entrepreneur, l'avantage réside dans la création d'emplois et de valeur ; pour le producteur - il s'agit de la protection du petit agriculteur, de l'accroissement du rendement et de la modernisation des techniques

Formation financière pour un meilleur rendement

Pour pallier le manque de connaissances financières des petits agriculteurs et des ménages ruraux, le GCAM a réalisé 6 grandes opérations d'éducation financière dans le cadre de son programme « éducation et renforcement des capacités en milieu rural. » En tant que banque responsable et citoyenne, le groupe a pu ainsi engager un ambitieux programme (pilote et déployé sur le terrain par les experts du Centre d'Etudes et Recherches du Crédit Agricole du Maroc-CERCAM) qui a déjà touché plus de 10 700 personnes dont particulièrement des femmes et des jeunes.

Ces opérations de vulgarisation financière ont profité notamment aux territoires les plus éloignés du réseau bancaire situés entre autres sur les zones du Gharb, Rif, Moyen-Atlas, Haut-Atlas, Draâ-Tafilalet et Souss-Massa. Plus de 120 cadres du GCAM, secondés par des équipes de superviseurs et d'appui logistique, ont été for-

més et mobilisés spécifiquement pour les besoins de ce programme. La dernière opération en date, toujours en cours dans la région du Souss-Massa touche près de 2 500 bénéficiaires relevant de 30 localités rurales, dont 15 sites consacrés aux femmes (Tikiouine, Amskrout, Drarga, Aourir, Agadir, Belfaa, Inchaden, Inezgane, Ait Amira, Sidi Bibi, Dcheira, Lqliaa, Tamsia, Ait Melloul, Ait Laaza, El Guerdane, Aoulouz, Oulad Berhil, Taliouine, Sidi Moussa Lhamri, Tafraout, Taroudant, Tata, Tiznit ...)

L'objectif sous-jacent recherché de ces séances de formation organisées autour de 5 modules (démystification de la banque et utilité d'un compte bancaire ; détermination, chiffrage et priorisation des projets d'investissement professionnels et familiaux ; formalisation d'un budget simplifié et son mode d'interprétation ; offre bancaire en produits et services de base et les modes d'épargne ; plan de financement, le recours réfléchi et justifié au crédit

bancaire et l'analyse des risques de surendettement) est de sensibiliser les bénéficiaires à l'importance des chiffres dans une exploitation agricole et/ou un ménage rural. En effet, les indicateurs chiffrés peuvent faire apparaître des situations de dysfonctionnement, des cas de faible rentabilité ou de non rentabilité de certaines activités pratiquées, et de se poser en conséquence des questions sur les marges de progrès et les possibilités d'amélioration des revenus et conditions de vie de la population-cible.

La formation qui se déroule en mode interactif et participatif, à base d'histoires et exemples d'illustration issus du milieu rural, est souvent co-animée par les bénéficiaires eux-mêmes pour une meilleure assimilation du contenu et des messages clés des modules de formation. Par ailleurs, dans certains sites, la formation a été dispensée en tamazight pour coller aux réalités socio-culturelles des candidats.

de production ; pour la banque, le recours aux solutions novatrices est synonyme d'une meilleure maîtrise du risque, plus de rentabilité et par conséquent davantage d'efficacité dans le soutien du milieu rural.

Dans le cadre de cet écosystème startups, une série d'événements sont animés le temps du salon. Il s'agit des événements «Hackathons». En relation avec l'Open Innovation « CAM Innov' », le Crédit agricole organise deux hackathons d'une durée de 48 heures chacun. A l'issue de cette compétition dont l'objectif est de distinguer les meilleures initiatives à vocation agricole et les projets orientés services financiers, les porteurs de projets retenus recevront des prix. Pour les gagnants, cette distinction leur ouvre la voie de l'incubation ou du parrainage par la banque. Objectif : travailler sur des solutions innovantes répondant aux enjeux et défis d'avenir.

La finale nationale «Future Agro Challenge 2019»

Cet événement annuel permet après une compétition de 1h30 de désigner la startup la plus innovante dans le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire. Le vainqueur parmi les 8 compétiteurs finalistes portera les couleurs du Maroc au championnat du monde prévu en Grèce en septembre prochain.

Les espaces «Startups»

Pour bénéficier d'une bonne visibilité et du réseau de la banque

pour exposer leurs produits et éventuellement conclure des accords avec ses partenaires, sa clientèle ou le grand public, durant toute la tenue du SIAM, des espaces seront alloués aux startups.

L'auditorium « Digital CAM »

Un espace dédié à la présentation de la stratégie de transformation de la banque ainsi que ses réalisations et nouveautés en matière d'innovation et de digital.

L'autre événement de ce 14^{ème} SIAM concerne le forum dédié à l'entreprenariat des jeunes en milieu rural. Objectif du GCAM : « Accompagner et appuyer, via des solutions de financements adaptées, des jeunes porteurs de projets souhaitant investir dans le milieu rural dans la réalisation de leurs projets. » Ces projets qui doivent obligatoirement être destinés au milieu rural pour être éligibles peuvent porter sur les secteurs d'activité comme les productions agricoles diverses ; la valorisation et la transformation des produits agricoles et de terroir: projets de développement durable; activités économiques en milieu rural : agro-fouritures, prestation de travaux et services à l'agriculture, professions libérales, tourisme rural, artisanat, commerces, etc.

Lors de ce forum, les experts du GCAM recevront les porteurs de projets dans un espace B to B dédié, où ils peuvent trouver oreille attentive, conseil et expertise :

- Appui technique en vue d'ap-

Le digital pour faciliter la vie des ruraux

Le processus de digitalisation au sein du GCAM qui vise à rendre les services bancaires accessibles à une majorité de citoyens où qu'ils soient en réglant certaines difficultés de leur vie quotidienne, s'articule autour de 4 grands axes :

- Faire évoluer la relation client vers une banque Multicanal
- Développer de nouveaux services et produits avec des solutions adaptées au milieu rural
- Digitaliser les processus internes pour accroître l'efficacité opérationnelle
- Adapter l'infrastructure pour supporter cette transformation.

Elle est le fruit d'un grand parcours d'informatisation qui a donné naissance en 2011 au « SIOB ». Le Système d'Information des Opérations Bancaires est «un socle robuste et performant » qui a permis au GCAM d'engager rapidement la transformation digitale compte tenu de ses enjeux majeurs, qu'elle comporte de nos jours, à savoir : les contraintes légales et réglementaires de plus en plus fortes, la concurrence devenue très rude et la nécessité de fidéliser des clients, les nouvelles attentes en termes de services (clients de plus en plus exigeants), l'appétence sans cesse grandissante pour le digital, l'amélioration des processus métiers et réductions des coûts, l'amélioration de la productivité et mobilité du personnel de la banque, l'émergence et croissance des Fintech. Pour le Groupe Crédit agricole, s'adapter à cette révolution technologique était devenue un impératif de management.

Dans ce sens, le GCAM a élaboré un concept novateur conçu pour une clientèle ayant besoin de la proximité bancaire pour effectuer des opérations simples et pour une assistance sur mesure. Baptisé « Relais Digital », ce mécanisme constitue la passerelle entre le client et l'agence

et rapproche davantage la banque de ses clients, y compris ceux qui habitent dans les zones les plus éloignées.

La relation client y est digitalisée grâce à des automates proposant une panoplie de services qui permettent aux clients de réaliser toutes les opérations bancaires selon 2 modes de fonctionnement :

- En relation directe avec un opérateur back-office qui va assister le client face-à-face en visioconférence
- En autonome à l'aide d'une carte bancaire.

Le contact humain n'est pas tout à fait absent : il est assuré par un agent présent dans chaque relais pour un conseil personnalisé, une assistance et aussi pour proposer des services mutualisés pour les clients des filiales du GCAM qui opèrent dans la finance solidaire Tamwil El Fellah et la Fondation de micro-crédit Ardi. Grâce aux progrès technologiques, « Relais Digital » peut être installé dans toutes les localités couvertes par un réseau internet ou en utilisant la technologie VSAT, solution internet haut débit par satellite, dans les endroits les plus reculés du Maroc. L'objectif étant de rapprocher la banque de ses partenaires agriculteurs, les mieux servir et d'étendre le réseau de la banque aux zones rurales les plus reculées.

Par ailleurs, le GCAM qui a été primé en tant que « meilleure institution bancaire dans le monde Arabe », en Tunisie en mars 2019, sur le volet « inclusion financière », a lancé en 2018 la solution de paiement mobile Beztam-E qui s'inscrit dans le cadre du Projet National de paiement mobile. Disponible en arabe et en français et téléchargeable sur AppStore, PlayStore, ainsi que dans les différents points de vente du GCAM, la solution Beztam-E permet de réaliser des opérations de transfert d'argent 24h/24 et 7j/7.



Le «Relais Digital» : un point de vente équipé d'automates à la pointe de la technologie

porter aux jeunes le savoir-faire du GCAM, les orienter dans le montage de leurs projets et les conseils techniques, juridiques et financiers déterminants dans la réussite de leur acte d'entreprendre. ...

-Conseil financier des experts du CAM qui étudient, séance tenante, au cas par cas les projets les plus avancés pour en examiner la faisabilité et en optimiser le plan de financement à travers des offres adaptées en termes de produits de financement, de subventions et des mécanismes de garanties.

Enfin, les porteurs des projets peuvent à cette occasion s'informer sur les documents à fournir pour le dépôt de leurs demandes de crédit et sur le circuit d'instruction et de

mise en place des crédits.

- Un espace dédié au conseil et à l'appui technique pour apporter aux jeunes l'expertise et le savoir-faire du CAM et les orienter dans le montage technique de leurs projets. Les experts de la banque leur apporteront les conseils techniques et financiers à même d'en améliorer la rentabilité : aspects juridiques de la création d'entreprise, filières et produits porteurs, coûts de production et rendement, circuits de commercialisation, etc. ;

Les porteurs des projets seront informés sur les documents à fournir pour le dépôt de leurs demandes de crédit et sur le circuit d'instruction de leurs demandes. ●

Le Plan Maroc Vert à l'épreuve du changement climatique

L'agriculture nationale demeure très sensible à l'aléa climatique. En effet, outre la sécheresse, qui constitue le risque majeur qu'affronte ce secteur, d'autres menaces en l'occurrence le gel, la grêle, les inondations, le retard des pluies et les vents violents affectent également le niveau de la production agricole à des intensités variables selon les régions et les campagnes agricoles.

Jamil Manar

Les impacts de ces risques climatiques sont de plus en plus accentués en raison de l'extension des pratiques culturales inadéquates (défrichement, monoculture,...) ainsi que par les changements climatiques qui se manifestent, notamment par une réduction du volume des pluies, une accentuation de l'irrégularité spatiale et temporelle des précipitations et un raccourcissement des périodes de croissance des cultures.

C'est dans ce contexte que la stratégie du PMV depuis son démarrage en 2008 a accordé un grand intérêt au développement durable visant une meilleure exploitation des ressources naturelles et une atténuation des effets du changement climatique sur l'agriculture.

« Cet intérêt s'est traduit par la mise en œuvre de plusieurs programmes liés principalement soit à l'atténuation des Gaz à Effet de Serre (GES) soit à l'adaptation des agriculteurs aux effets des changements climatiques », explique un expert agricole.

Etant l'entité chargée du suivi de la mise en œuvre des projets et programmes du PMV, l'ADA joue un rôle important dans l'atteinte des objectifs tracés par la stratégie du PMV en matière de développement durable et de la lutte contre les changements climatiques.

A commencer par la conception et la supervision des projets de développement durable notamment les programmes d'arboriculture fruitière dans le cadre de l'agriculture solidaire. Ces dispositifs visent la reconversion de la céréaliculture en arboriculture dans les régions marginales à vocation non céréalière. Ils jouent un rôle important d'adaptation au changement climatique tant en matière d'amélioration des revenus des agriculteurs (stabilisation de la population et moins de vulnérabilité) que d'atténuation de la dégradation des sols et de séquestration des Gaz à effet de serre (GES).

De plus, il est important de noter que ces programmes prévoient des aménagements fonciers visant la collecte des eaux pluviales et la lutte contre la dégradation des sols (banquettes, cuvettes, négarims, terrassettes...), ce qui permet une gestion et une exploitation optimale des ressources naturelles et une meilleure adaptation aux effets des changements climatiques.

L'ADA pilote aussi des programmes d'adaptation aux changements climatiques financés par les bailleurs de fonds internationaux notamment le Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM) et le Fonds Français pour l'Environnement Mondial (FFEM) à travers des dons totalisant 209 millions de dirhams. Ces programmes visent essentiellement l'intégration de la dimension du changement climatique dans les projets agricoles, à travers :

- L'adaptation des petits agriculteurs au changement climatique ;

- L'amélioration de la résilience du secteur agricole aux modifications futures du climat moyennant l'intégration des mesures d'adaptation au changement climatique dans les projets pilier II ;

- La préservation de la biodiversité.

Résilience

Enfin il y a lieu de citer la mobilisation des ressources financières additionnelles auprès des bailleurs de fonds climat pour la mise en œuvre des programmes d'adaptation et d'atténuation, notamment par le biais de l'accréditation de l'ADA par deux Fonds climat internationaux à savoir le Fonds d'adaptation et le Fonds Vert pour le Climat.

L'Agence pour le Développement Agricole a d'ailleurs été accréditée en 2012 par le Fonds d'adaptation (FA) et en 2016 par le Fonds Vert pour le Climat (FVC). Ces accréditations ont permis à l'agence un accès direct aux ressources financières de ces deux fonds pour le financement de programmes résilients aux changements



L'eau reste un enjeu agricole majeur.

climatiques par des dons à hauteur de 10 millions de dollars pour le Fonds d'adaptation et de 50 millions de dollars par projet pour le Fonds Vert pour le Climat.

Les fruits de ces accès directs aux ressources financières du FA et du FVC se sont traduits par la mobilisation en 2015 d'un don de 10 MUSD auprès du FA pour la réalisation d'un projet d'adaptation aux changements climatiques dans les zones oasiennes mis en œuvre dans la région de Draa Tafilalet par l'Agence Nationale de Développement des Zones Oasiennes et de l'Arganier (ANDZOA).

Par ailleurs, l'ADA a réussi à mobiliser en 2017 un don de 39,3 MUSD auprès du FVC pour la mise en œuvre d'un projet de développement de l'arganier dans les zones vulnérables (DARED) au niveau des régions de Souss-Massa, Marrakech Safi et Guelmim-Oued Noun dont l'entité d'exécution est l'ANDZOA.

Ce projet vise principalement le renforcement de la résilience des communautés rurales à travers la plantation de 10 000 hectares de l'arganier.

En plus du projet DARED, les efforts sont en cours de déploiement pour faire bénéficier d'autres projets

prioritaires du financement du FVC, notamment :

- Projet agricole intégré, durable et résilient aux changements climatiques dans la vallée du Souss pour lequel l'ADA a pu mobiliser un don de préparation auprès du FVC ;

- Projet de renforcement de la résilience des écosystèmes pastoraux et réduction de la vulnérabilité de la communauté pastorale dans la région de l'Oriental ;

- Projet de renforcement de la résilience dans les zones montagneuses de la province de Khénifra ;

- Projet de gestion intégrée des inondations pour améliorer la résilience climatique de Tétouan.

« Enfin, il est à signaler que l'ADA ne ménage aucun effort pour sensibiliser les acteurs nationaux pour saisir l'occasion de l'accès direct aux ressources financières du FVC afin de mettre en œuvre des projets de développement durable et d'adaptation aux changements climatiques. L'ADA accompagne également tous les porteurs de projets depuis la proposition d'idée de projet en passant par le montage et la conception jusqu'à la concrétisation du financement et le suivi de la mise en œuvre », fait remarquer M. Arrifi. ●



SANAM
AGRO-ALIMENTAIRE

UN ENGAGEMENT COLLECTIF
POUR UN ÉCOSYSTÈME
DE CROISSANCE ET D'INNOVATION



Groupe leader au Maroc dans l'industrie agroalimentaire, Sanam Agro fédère en son sein des acteurs de renom dans les filières de la production, de la transformation et de la commercialisation des produits de la mer et des produits végétaux. Notre entreprise s'est progressivement imposée comme une référence sur les marchés nationaux et internationaux.

Avec l'ensemble des 6000 collaborateurs du Groupe, nous nous retrouvons autour de valeurs de qualité et d'innovation. Le souci de traçabilité de nos produits et de respect des normes environnementales les plus avancées, encadre chacune de nos actions. Cette exigence est au cœur de notre métier. Elle guide chacune de nos décisions et s'inscrit au centre de notre culture d'entreprise.



OCP Group : Servir l'agriculteur, nourrir l'homme

La stratégie multidisciplinaire adoptée par OCP envers les agriculteurs marocains commence à porter ses fruits. Proximité, conseil et expertise en sont les fondements fertilisants.

Ahmed Zoubair

La stratégie OCP est multidimensionnelle. Industrielle et commerciale, elle se décline en un programme d'investissements conséquent propre à consolider les positions du groupe sur le marché des fertilisants ; environnementale et sociétale, elle vise le maintien de son statut de leader de l'agriculture durable. Elle est aussi innovante, s'appuyant sur un dispositif d'innovation appliquée à tous les maillons de la chaîne de valeur, allant de l'extraction et la transformation de la roche phosphatée jusqu'à la commercialisation des produits et des services du groupe, en passant par la création



Un encadrement constant pour une meilleure récolte.

ACT4COMMUNITY

Des collaborateurs engagés autour d'une vision commune

Un concept innovant a vu le jour en juillet 2017 au sein du groupe OCP : 21.000 collaborateurs engagés, un vivier de compétences et de savoir-faire multidisciplinaires, au service des communautés qui évoluent dans et autour d'un écosystème ! « L'idée est de libérer tout agent du groupe, pendant une période d'une à quatre semaines, hors congé annuel, afin qu'il s'implique au profit de sa communauté à travers des actions de volontariat touchant à la formation, l'accompagnement des associations ou encore l'entreprenariat ». C'est par cet énoncé clair émis par le président Directeur Général du groupe, Mostafa Terrab, que la vision du Community Service est actée. Pour prendre corps, ce concept innovant avait besoin d'une large consultation et d'une profonde réflexion. De cette idée devait émerger un plan de déploiement fondé sur un modèle de fonctionnement efficace et efficient. Dès cette annonce, un groupe de travail s'est créé autour de cette initiative, rassemblant une trentaine de collaborateurs qui ont vite fait d'entamer un travail de fond. Il en est sorti une plateforme de travail qui nécessitait alors une large consultation, un échange constructif faisant appel à la contribution du grand nombre. A cet effet, l'organisation du Community Service Workshop a eu lieu les 11 et 12 septembre, au sein de l'Université Mohammed VI Polytechnique de Benguerir et réunissant plus de 250 personnes, issus de tous les sites du groupe, en plus d'experts et de représentants d'associations partenaires.

La rencontre avait pour but d'œuvrer ensemble à la concrétisation du programme, en échangeant autour du meilleur modus operandi à mettre en place, et en identifiant des projets concrets dans lesquels les collaborateurs du groupe OCP, peuvent inscrire leurs actions de volontariat et imprimer leur engagement envers leurs communautés respectives.

ocpgroup.ma (11/09/2017)

de nouveaux produits au bénéfice des agriculteurs et des clients ; digitale également car se voulant comme un levier de création de valeur au sein du groupe dans un monde en perpétuelle mutation et une opportunité stratégique majeure de progrès ainsi que de développement de l'écosystème dans sa totalité.

Ecoute

Mais dans tous ces chantiers stratégiques ouverts en permanence, le groupe n'oublie pas que la finalité demeure avant tout l'homme. « Nourrir durablement un monde de près de 10 milliards d'habitants est un défi que le groupe OCP relève au quotidien. » Un défi majeur

dont le bénéficiaire est le fellah, petit comme grand, homme ou femme. D'où le souci d'OCP d'être toujours proche et à l'écoute des besoins des travailleurs de la terre. Dans cette perspective, le groupe a lancé depuis le début de la seconde décennie de ce siècle deux services de proximité en vue de conseiller et d'accompagner le fellah pour mieux connaître la typologie de son sol (notamment grâce à la carte de fertilité des sols réalisée dès 2010 en partenariat avec l'INRA et le ministère de l'Agriculture). Objectif : Aider le fellah à se familiariser avec les bonnes pratiques agricoles à même de permettre un meilleur rendement agricole. Le premier service à être lancé s'appelle la Caravane agri-

cole Phosboucraâ (organisée par OCP Group et la Fondation Phosboucraâ) qui sillonne le Maroc et certains pays africains notamment le Togo, Madagascar, le Burkina Faso et l'Éthiopie. Ce roadshow technico-pédagogique concerne presque toutes les cultures allant des céréales aux fruits et légumes en passant par les arbres fruitiers sans oublier l'élevage pastoral particulièrement camelin ainsi que les cultures maraichères de saison.

S'inscrivant dans le cadre du Plan Maroc Vert, la première phase de la Caravane OCP céréales 2012 a été lancée jeudi 4 octobre 2012 dans la région de Meknès par SM le Roi à l'occasion de la 8e édition du Salon international de l'Agriculture. Cette caravane en 12 étapes a sillonné jusqu'au 20 novembre suivant les principales zones céréalières du royaume.

La dernière en date a atterri à Assa le 5 avril 2018. Initiée en partenariat avec le ministère de l'Agriculture, la province d'Assa Zag, la Chambre d'agriculture et les organisations professionnelles de la région de Guelmim-Oued Noun, la caravane est allée à la rencontre des petits éleveurs et agriculteurs des régions traversées pour leur apporter expérience et savoir-faire en matière de conduite de l'élevage camelin et de valorisation des produits du dromadaire.

Le second dispositif se nomme Al Moutmir Li Khadamat Al Qorb et vise également différentes cultures agricoles. Centré sur le fellah, réel agent du changement, ce dispositif, implémenté de manière durable, s'appuie sur la démarche scientifique en tant que levier clé pour une agriculture prospère et durable en privilégiant une approche partenariale mettant à contribution les différents acteurs de la filière : ministère de l'Agriculture, institutionnels, chercheurs, distributeurs, revendeurs, agriculteurs, etc.

Composante du programme « Al Moutmir », le dispositif Al Moutmir Li Khadamat Al Qorb, flexible et intégré, porte l'engagement du groupe OCP en faveur du développement de la filière agricole au Maroc. Traduisant l'offre OCP « basée sur les services de vulgarisation en matière de recherche scientifique et d'innovation dans le secteur au profit de l'agriculteur », il comprend notamment deux

laboratoires itinérants d'analyse de sols opérationnels déployés au niveau des différentes provinces concernées par le programme qui se décline en plateformes de démonstration baptisé Agri plateformes, et visant la formation et la vulgarisation sur les meilleures pratiques agricoles.

Partenariat

Ce dispositif est porté par une équipe d'ingénieurs agronomes d'ores et déjà déployée de façon permanente au niveau d'une douzaine de provinces à l'échelle nationale. Il mobilise une trentaine d'ingénieurs agronomes installés dans 28 provinces du royaume et mettant la démarche scientifique au cœur du programme. Chaque ingénieur agronome est en charge dans le cadre du développement commercial d'OCP-, de la promotion d'une fertilisation raisonnée selon un itinéraire technique de qualité au profit des fellahs de la région. En tout, ce sont plus de 40 agronomes qui sont déployés dans différentes provinces, qui travaillent quotidiennement avec les agriculteurs, leur assurant formations, démonstrations, conseil, suivi et accompagnement.

Al Moutmir Li Khadamat Al

En tout, ce sont plus de 40 agronomes qui sont déployés dans différentes provinces, qui travaillent quotidiennement avec les agriculteurs, leur assurant formations, démonstrations, conseil, suivi et accompagnement.

Qorb comprend aussi une large gamme de services et d'outils intégrant des unités de production innovantes d'engrais NPK Blend (Smart Blenders), des applications mobiles, un centre d'appel, des capteurs et des objets connectés permettant de recueillir et d'analyser les données. » Véritable catalyseur et accélérateur de développement, le digital est au centre de ce dispositif et permet ainsi de faciliter le transfert du savoir-faire scientifique vers le fellah et d'encourager le partage avec l'écosystème agricole.

Pour la campagne agricole 2018-2019, le dispositif itinérant Al Moutmir Li Khadamat Al Qorb,



Des experts au service du fellah.

démarré mercredi 26 septembre dernier, à Had Lebkhathi (province de Safi), lance des actions ciblées dans environ 28 provinces. Le programme prévoit un accompagnement pour les cultures des céréales-légumineuses, de l'olivier et de maraichage. Pour la quatrième étape de la phase dédiée à la culture de l'olivier, le dispositif itinérant « Al Moutmir » a fait escale à Khénifra. Après les tournées consacrées aux céréales et légumineuses et celle des maraichages,

tentiel oléicole. »

Deux semaines auparavant, le 27 février 2019 exactement, les équipes d'OCP Group avaient achevé à Guemmassa (région de Marrakech), la 2e phase de ce dispositif de proximité itinérant destiné aux cultures maraichères qui a bénéficié à plus de 2.000 agriculteurs dans 40 localités dans plusieurs provinces, notamment El Hajeb, Larache, Kenitra, Benslimane et Marrakech.

Pour la 5e et la dernière étape de la phase dédiée à la culture de l'olivier, le Groupe OCP a installé son dispositif itinérant « Al Moutmir », à partir de jeudi 11 Avril à Laattaouia, dans la région de Marrakech.

En somme, le travail de proximité au service de la communauté agricole est une composante essentielle dans la stratégie globale multiaxiale du groupe phospha-tier. Il dépasse

le cadre normal de simple fourniture de prestations de services par un partenaire des travailleurs de la terre puisque ces prestations incluent le volontariat du personnel du groupe qui a justement renforcé son programme Act4Community (Voir encadré) en lançant, à l'occasion de la mobilisation du dispositif de proximité « Al Moutmir Li Khadamat Al Qorb » qui a fait escale à Khouribga du 9 au 11 octobre 2018, Act4Farmers, une louable initiative innovante de volontariat d'entreprise au profit des agriculteurs. Une traduction inédite du concept d'entreprise citoyenne et responsable. ●

cette troisième phase, organisée du 12 mars au 11 avril 2019, est dédiée à l'olivier et touchera 5 provinces dont Taounate, Ouazzane, Sefrou, et Kelâat Sraghna. Quelque 700 plateformes de démonstrations sont dédiées à la culture de l'olivier pour soutenir les oléiculteurs par des « modèles concrets de l'impact de la démarche scientifique et raisonnée sur la productivité et la préservation des ressources. »

Ce troisième volet qui outre Khénifra, cible également Taounate, Ouazzane, Sefrou et Kelâat Es-Sraghna, « vise à accompagner plus de 2000 agriculteurs sur une quarantaine de localités à fort po-

Les petits agriculteurs dans le Plan Maroc Vert

L'agriculture solidaire inclusive bénéficie d'une attention particulière dans le Plan Maroc Vert à travers la mise en œuvre de projets solidaires et inclusifs techniquement faisables, économiquement viables et socialement appropriés au niveau des zones fragiles (montagnes, oasis, plaines et plateaux du semi-aride) qui rassemblent la grande majorité des exploitations de notre pays.

Ahmed Zoubair

« Cette approche a permis un rééquilibrage des systèmes de production entre les grandes et les petites exploitations en vue notamment d'augmenter et de stabiliser les revenus des petits producteurs », explique El Mahdi Arrifi, directeur général de l'Agence pour le Développement Agricole (ADA).

A ce titre, les projets du second pilier du Plan Maroc Vert (PMV) visent le développement de l'agriculture solidaire dans les régions défavorisées par la mobilisation de 21 milliards de DH d'investissements à l'horizon 2020 au profit de 780 000 agriculteurs. Durant la période 2010-2019, le nombre de projets agricoles solidaires lancés au profit de 733.000 petits agriculteurs sont au nombre de 984.

Les principales réalisations portent sur la plantation de 367.000 hectares (olivier, amandier, cactus, figuier...), l'installation de 406 unités de valorisation (trituration, concassage, séchage...), l'aménagement hydro-agricole de 83.000 hectares, l'aménagement pastoral de 37.000 hectares, la distribution de 28.000 têtes d'animaux et 71.000 ruches, la création de 775 points d'eau pour l'abreuvement du cheptel ou encore l'aménagement de 416 km de pistes.

« En dehors de ce programme, le PMV a accordé une importance particulière aux petits agriculteurs à travers différents programmes », ajoute M. Arrifi.

Parmi ces programmes figurent notamment l'agrégation agricole,



Les projets solidaires ont généré des revenus pour la petite paysannerie.

les partenariats public-privé en faveur de petits agriculteurs, un financement bancaire adapté, une assurance spécifique et des subventions propres...

« L'agrégation agricole représente l'un des fondements du Plan Maroc Vert et une solution appropriée afin de contourner les problématiques liées à l'exiguïté des exploitations agricoles et au manque d'intégration entre l'amont agricole et l'aval industriel », explique le patron de l'ADA.

Agrégation

Ce mode d'organisation a réservé une place de choix à la petite agriculture à travers, notamment l'octroi d'un soutien non négligeable à des taux préférentiels pour les agriculteurs adhérents aux projets d'agrégation et notamment pour l'équipement en système d'irrigation localisée (de 100 % dans le cadre de l'agrégation

et 80% dans le cadre individuel), pour l'équipement en système d'irrigation de complément (de 70 % dans le cadre de l'agrégation et 50% dans le cadre individuel) et pour l'acquisition du matériel agricole (30 à 70% dans le cadre de l'agrégation contre 20 à 60% pour le système universel).

Le nombre des agriculteurs ayant adhéré aux projets d'agrégation et titulaires des attestations d'agrégation s'élève à 52.900 agrégés. Pour les filières végétales concernées, 80 % des agriculteurs agrégés ont moins de 5 hectares et pour les filières animales, 65% des éleveurs agrégés ont moins de 5 têtes de cheptel.

L'opération de partenariat concernant les petits projets vise essentiellement à donner la possibilité aux petits agriculteurs exploitant ces terrains de les louer pour une longue durée de 17 ans renouvelable au lieu de la location pour une seule année sur la base

des enchères publiques. Cela leur permet ainsi d'avoir la visibilité nécessaire pour engager des investissements pérennes en toute sécurité et les rendre éligibles aux subventions publiques dans le cadre du Fonds de Développement Agricole (FDA), du fait que cette éligibilité exige un contrat de location d'au moins cinq ans.

On ne peut parler de location sans aborder le sujet du financement bancaire. Pour faire face aux problèmes rencontrés par le petit agriculteur pour le financement de ses projets agricoles, l'Etat en partenariat avec le Groupe Crédit Agricole du Maroc a créé la Société de financement pour le développement agricole « Tamwil El Fellah », qui répond aux besoins de financement par l'octroi de crédit à un taux d'intérêt de 8% sur le court terme et 8,5% sur le moyen et le long terme pour un capital allant jusqu'à 100.000 DH par exploitation et par an

et ce moyennant un fonds de garantie de l'Etat à hauteur de 60%. Chez les agriculteurs on ne s'assure pas soi-même, on assure les terres. Pour 26 DH l'hectare, le petit agriculteur arrive maintenant à assurer son exploitation. Grâce à une aide étatique, les cotisations du petit fellah de l'assurance agricole sur les céréales et légumineuse sont quant

dirhams par hectare (selon les espèces) sont accordés.

« Les terrains de parcours au Maroc, qu'ils soient collectifs ou domaniaux, sont de plus en plus l'objet de défrichements et de mises en culture, de plantations, de prélèvements abusifs de bois de feu, de constructions permanentes et inamovibles anarchiques et d'appropriation de

N'en déplaise aux nihilistes politiques de tous poils qui pour des raisons basement politiciennes critiquent le PMV en criant qu'il n'a profité qu'aux grandes exploitations, le petit agriculteur reste au centre de tous les programmes, projets et action du Plan Maroc Vert.

à elles subventionnées à hauteur de 90%. En partenariat avec la Mutuelle Agricole Marocaine d'Assurances (MAMDA), l'Etat a signé une convention relative à l'«Assurance Multirisque Climatique».

Encadrement

Les projets solidaires, peuvent aussi bénéficier des mesures d'accompagnement et de modernisation des petites exploitations agricoles notamment, l'irrigation avec l'octroi de subventions au système goutte à goutte à hauteur de 100% pour les petits agriculteurs ayant moins de 5 hectares. Le soutien est accordé aussi aux équipements des exploitations dans le cadre la mécanisation des exploitations agricoles allant de 30% à 50%. Les nouvelles plantations ne sont pas en reste : entre 3.500 DH par hectare et 11.000

fait», fait remarquer M. Arrifi.

D'où la nécessité de mettre en place un programme pour le développement des parcours à travers une série d'actions :

- La plantation d'arbustes fourragers et la création de zones pastorales ;
- La création et l'équipement des points d'eau ;
- Le désenclavement de la population de transhumants par l'ouverture de parcours ;
- L'amélioration des conditions d'accès aux services de base de santé et d'éducation ;
- Le développement et la valorisation de la chaîne de production associée aux pâturages, ainsi que l'organisation des éleveurs, en particulier les transhumants et le renforcement de leurs capacités professionnelles ;
- Le monde rural souffre surtout d'enclavement. Dans ce sens



Lutter contre l'atomisation des terres.

Le Plan Maroc Vert en chiffres

Le Plan Maroc Vert (PMV), lancé en avril 2008, a mobilisé près de 66 milliards de dirhams de fonds étatiques, pour la période 2009-2015. Quelque 800 millions de dirhams ont aussi été injectés, via les Fonds Hassan II et du Fonds de Développement Rural (FDR).

Et cinq ans après son lancement, le PMV voit ses premiers résultats...

31 milliards de dirhams de fonds publics ont été investis, ainsi que près de 22 milliards de fonds privés. Le nombre des exploitations est passé de 200.000 à 1,7 million. Parallèlement, la superficie plantée enregistre une hausse de 11 % par rapport à 2005-2007. La production agricole a, quant à elle, augmenté de 43 %, soit 43 millions de tonnes supplémentaires.



Chiffres 2017/2018

Un programme de désenclavement est entrepris par le département de l'Agriculture à travers la réalisation des routes et des pistes rurales au profit des agricultures des zones montagneuses, des périmètres irrigués, et zones arides et semi-arides.

L'amélioration génétique et l'encadrement sanitaire du cheptel est une priorité. Grâce au suivi continu sanitaire du cheptel et aux campagnes de vaccination menées par les services vétérinaires relevant de l'Office national de sécurité sanitaire des produits alimentaires (ONSSA) contre les maladies animales contagieuses et à incidences économiques, notamment celui des ovins est des caprins, l'état sanitaire du cheptel national est aujourd'hui très satisfaisant. En ce qui concerne l'amélioration génétique, plusieurs programmes et actions sont menés, on peut citer à cet égard l'amélioration génétique du cheptel existant à travers le programme d'insémination artificielle et la création de groupements d'éleveurs encadrés par les organisations professionnelles, l'incitation à la produc-

tion des veaux croisés, l'appui à la production des reproducteurs sélectionnés de race pure, et l'introduction de races productives.

N'en déplaise aux nihilistes politiques de tous poils qui pour des raisons basement politiciennes critiquent le PMV en criant qu'il n'a profité qu'aux grandes exploitations, le petit agriculteur reste au centre de tous les programmes, projets et action du Plan Maroc Vert.

En effet, les investissements publics qui ont bénéficié à cette catégorie d'agriculteurs s'élèvent à 42,82 milliards de DH entre 2008 et 2018, dont 13,5 milliards de DH pour l'agriculture solidaire, 16 milliards de DH dans l'irrigation, 2,1 milliards de DH pour les projets de désenclavement, 1,2 milliards de DH dans les projets d'agrégation, 1,03 milliards de DH dans l'amélioration génétique du cheptel, 1,06 milliards de DH dans la formation, l'encadrement et le conseil agricole, 1,5 milliards de DH dans l'assurance agricole et 4,1 milliards de DH dans les incitations en matière des facteurs de production. ●

Un modèle industriel nommé Cosumar

Au prix d'efforts soutenus sur l'ensemble des étapes de la chaîne de valeur, Cosumar a réussi à pousser les limites de la performance. Ce qui lui a fait intégrer le club des entreprises qui s'exportent.

Ahmed Zoubair

Avenir doux pour la filière sucrière. Et pour cause. « La consommation mondiale totale s'élève à 183 millions de tonnes, donc inférieure à la production. Par contre, si l'Union européenne est en surproduction de 3 millions de tonnes par rapport à la consommation, l'Asie pacifique, elle, est déficitaire. », écrit le site français oise-agricole.fr, daté du 9 mai 2018. Mais pas que l'Asie du pacifique. Lors de la 3e édition de la conférence internationale sur le sucre organisée à Casablanca, les 27 et 28 février dernier, sous le thème « La région MENA, une puissance en émergence », il a été révélé en effet que « la région MENA représente un marché de 500 millions d'habitants et déficitaire

de 11 millions de tonnes de sucre blanc. » Ceci alors qu'au niveau national le taux de couverture du marché domestique en sucre culmine à 100 %.

Ainsi non seulement Mohamed Fikrat, le PDG de la Compagnie sucrière marocaine et de raffinage (Cosumar) et président de l'association professionnelle est le maître d'œuvre cette autosuffisance sucrière nationale mais ce bon manager a pris également les devants en ouvrant des débouchés extérieurs aux produits Cosumar notamment en Afrique avec une usine de conditionnement de commercialisation en Guinée Conakry (Voir encadré) et surtout en zone MENA avec le grand marché qu'est l'Arabie saoudite. Selon Mohamed Seddiki, secrétaire général du ministère de l'Agriculture, « le développement de la filière sucrière et l'approvisionnement ali-



Mohamed Fikrat, un management performant et tout en douceur.

wiLmar choisit le Maroc pour la création de la première usine de graisses végétales de spécialités en Afrique, destinée au marché national et africain

Cette nouvelle usine, implantée à Casablanca, nécessite un investissement de 350 MDH. Sa capacité prévue est de 35.000 tonnes et permettra aussi de servir d'autres marchés à l'export depuis Casablanca.

Par ailleurs, la Cosumar annonce la création d'une nouvelle société de conditionnement et de commercialisation de sucre blanc en Guinée Conakry. Pour se faire, le groupe entre dans le capital de la société Comaguis à hauteur de 55%, les 45% restants étant détenus par la société Guinéenne Sogecile. La capacité nominale prévue est de 50.000 tonnes et les premières opérations commerciales sont planifiées pour le troisième trimestre 2019.

Pour Cosumar, cet investissement confirme la vision stratégique du groupe qui lui permettra d'être un acteur agro-industriel régional compétitif.

(source : communiqué cosumar- Mardi 02 octobre 2018)

mentaire en sucre reste l'un des plus grands défis à relever pour la région MENA. » Exporter du sucre by Cosumar c'est très bien pour les réserves en devises dont a grandement besoin le Maroc mais le vendre à perte ça a un arrière-goût amer surtout pour la bonne santé financière du groupe sucrier marocain. Les facteurs de coûts en amont (production) et en aval (usinage), combinés à une conjoncture mondiale caractérisée par une hausse de la production du sucre blanc, se sont

traduits automatiquement par une baisse du revenu à l'export de la Cosumar l'année dernière. « En 2018, la production mondiale devrait augmenter, surtout en Inde, Thaïlande et Union européenne où l'on vit la libéralisation du marché. 17,7 millions de tonnes de sucre vont arriver en plus sur le marché. », annonçait le site oisien dans sa même édition du 9 mai 2018.

Le premier facteur du coût qui grève les finances d'une unité de raffinage sucrière est évidemment

l'énergie, surtout dans un pays comme le Maroc qui n'est doté ni de centrales nucléaires ni de gisements pétroliers ou gaziers. Interrogé par Le Boursier.ma (3 avril 2019) sur le recul en 2018 des ventes à l'export de la Cosumar et leur impact sur les bénéfices du groupe, Mohamed Fikrat a expliqué que « l'activité de l'export évolue dans un système en dehors du cadre de la subvention. Elle consiste à importer le sucre brut en admission temporaire, à le raffiner et le conditionner,

الرباط الرقمي
RELAIS DIGITAL



ENGAGÉS POUR UNE DIGITALISATION POUR TOUS

TECHNOLOGIE AU SERVICE DE TOUS

SERVICES BANCAIRES DIGITALISÉS ACCESSIBLES PARTOUT ET EN TOUTE SÉCURITÉ

CÉLÉRITÉ DANS LES OPÉRATIONS BANCAIRES POUR UN GAIN DE TEMPS



GROUPE CREDIT AGRICOLE DU MAROC

UN ENGAGEMENT DURABLE

www.creditagricole.ma
www.fellah-trade.com

pour ensuite le vendre sur certains marchés à l'export. C'est une activité basée sur une logique de captation des opportunités les plus intéressantes sur le marché international, tenant compte de notre coût de raffinage et de notre coût logistique.»

Pour garder une présence dans la zone MENA tout en contournant l'obstacle de la cherté des facteurs de coûts d'autant plus que le recours aux énergies renouvelables demeure problématique pour le raffinage du sucre, la solution est donc d'installer dans cette région des raffineries en partenariat avec le pays d'accueil avec à la clé l'expertise Cosumar.

Opportunités

En effet, ce dernier a pris une grosse participation à hauteur de 43.275% dans le capital d'une grande raffinerie de sucre blanc en Arabie saoudite où les coûts de l'énergie industrielle sont bas. Lancée en 2016 sur le port industriel de Yanbu, la toute nouvelle société Durrah Sugar Refinery est le fruit d'un co-investissement entre la Cosumar et les partenaires saoudiens Consolidated Brothers Company et Industrial Project Development Company et Wilmar. Cette usine dotée d'une capacité nominale est de 840.000 tonnes démarrera son activité avant fin 2019. Malgré une baisse des bénéfices de 10% en 2018 à cause des

facteurs des coûts cités plus haut conjugués à un contrôle fiscal, l'entreprise a distribué 10 dirhams de dividende par action. Dans ce même ordre d'idée qui consiste d'aller toujours de l'avant en dépit des obstacles conjoncturels et conjuncturels, le groupe Cosumar a opté pour « les dernières technologies de combustion et de production de la vapeur et de l'énergie électrique. » Objectif: Réduire son empreinte carbone dans le respect des recommandations de la Cop 21 et 22. « Ce sont près de 600 millions de dirhams qui ont été inves-

Nous appliquons une politique de couverture sur le marché international, pour ne pas subir de plein fouet les augmentations que nous avons vu sur ces matières.

tis ces dernières années en incluant les investissements dédiés à la modernisation de nos stations de traitement des eaux. A l'occasion de la COP22, nous avons fait le bilan et l'analyse de notre empreinte carbone. Les résultats sont très significatifs car nous avons pu réduire de 44% nos émissions de CO2 et compte tenu des investissements et des optimisations que nous avons déjà planifiés, nous pensons encore réduire cette empreinte de 20% sur les 3 à 4 années à venir. », confie

Mohamed Fikrat au site Le Bourcier.ma. Un choix stratégique qui n'exclut pas le souci d'une gestion rationnelle des ressources. Sur ce point, Cosumar a également fait preuve d'anticipation. « Une autre composante de maîtrise des coûts de revient est la politique d'achat de nos combustibles. Nous appliquons une politique de couverture sur le marché international, pour ne pas subir de plein fouet les augmentations que nous avons vu sur ces matières. L'an dernier, en effet, le prix du charbon est passé de 70 à plus de 90 dollars et le fuel aussi

a augmenté de 30 à 50% selon les périodes d'achat. », ajoute le président de la compagnie sucrière. La digitalisation n'est pas en reste. Acteur majeur du Plan Maroc Vert dont il est un agrégateur majeur et exemplaire, Cosumar a entrepris la digitalisation des processus amont qu'« il a initiée depuis une dizaine de mois grâce à la mobilisation des équipes de la Cosumar mais aussi ceux d'une startup marocaine. La solution mise en place se nomme Attaissir. Elle consiste à équiper de

cartes tous les agriculteurs sucriers mais aussi tous les prestataires comme les distributeurs d'intrants ainsi que tous les transporteurs (équipés de puces GPS).

Modernisation

Ces cartes permettent de reconnaître chaque acteur par un système d'information central qui gère les opérations depuis la prise en main des intrants jusqu'à la livraison de la récolte. », explique M. Fikrat au quotidien Le Matin du Sahara (21 janvier 2019). Et de faire remarquer : « Aujourd'hui, concrètement, chaque agriculteur dispose d'une carte qui lui est propre, et lorsqu'il se présente au centre de distribution cette carte est lue par un terminal qui nous permet tout de suite d'identifier la parcelle pour laquelle il a signé un contrat avec l'une de nos sucreries». Cosumar est confiant pour son avenir. Mohamed Fikrat s'est dit optimiste pour 2019 et mis en avant «les avancées réalisées dans le cadre du Plan Maroc Vert, qui a donné un coup de fouet à la production dans plusieurs secteurs. » Selon le président de la Fédération nationale de l'agroalimentaire, le secteur « représente aujourd'hui 4% du PIB du Maroc. Un chiffre qui reste très faible au moment où on peut prétendre à 10% du PIB », a-t-il déclaré au journal casablançais. Tout un programme. ●

Olive, tomate, fraise...

Le PMV porte haut les couleurs rouge vert du pays

Grâce au Plan Maroc Vert (PMV), l'huile d'olive, la tomate et la fraise hissent le Maroc au rang des grands producteurs-exportateurs de ces produits de la terre dans le monde.

Fruitée et à taux d'acidité modéré, l'huile d'olive marocaine reste inégalée et grâce à elle le Maroc a fait son entrée dans le club des meilleures huiles d'olives au niveau mondial. La modernisation des exploitations notamment des outils de trituration et de pression, encouragée par le PMV, s'est traduite entre autres, cette année, par un rendement de 12 à 14 litres d'huile extra vierge par quintal pour les cueillettes de novembre-décembre, et entre 20 et 24 litres pour celles s'étalant de la mi-décembre à janvier. Fruit de cette montée en gamme, le royaume s'est adjugé la 4e place mondiale de la production oléicole pour une récolte record en 2018 estimée à 2 millions de tonnes contre 803.000 tonnes en 2008-2009. Soit une hausse de 41,6% par rapport à la moyenne de production des cinq dernières années et de



28% par rapport à la campagne précédente. L'objectif pour 2020 est clair : porter la production à 2,5 millions de tonnes.

Même tendance haussière constatée pour d'autres récoltes comme la fraise où le Maroc s'est taillé le statut de cinquième plus grand exportateur mondial avec un volume exporté de 74 000 tonnes au cours de la campagne 2013-2014 dont 72 % en produit congelé. Les exportations des fruits rouges (fraise, framboise, myrtilles, cerise) ont bondi de 66.332 T en 2010-2011 à 115.442 T en 2017-2018. La filière des fruits rouges génère un chiffre d'affaire annuel à l'export de l'ordre de 290 millions euros.

La tomate n'est pas en reste : le royaume qui a doublé sa production nationale depuis 2008, revendique désormais le titre de quatrième exportateur mondial de ce fruit, très prisé, après l'Espagne, les Pays-Bas et le Mexique, avec une quantité de 527,72 millions de kilos en 2017, soit 7,15% du total mondial rapporte le site espagnol spécialisé Hortoinfo. ●



Le plaisir
de conduire



NOUVELLE BMW SÉRIE 3. CONDUIRE L'INNOVATION.

La toute nouvelle BMW Série 3 annonce l'avènement d'une nouvelle ère en se réinventant pour répondre plus que jamais à toutes vos espérances. Berline sportive par excellence, la nouvelle BMW Série 3 donne le ton en faisant de l'innovation son maître-mot. L'icône intemporelle au design raffiné et aux courbes dynamiques embarque toute la technologie BMW à son bord pour un plaisir de conduite d'exception.

Équipements de série :

- Stationnement autonome • Projecteurs à LED • Écran tactile 8,8"
- Volant Sport Cuir Multifonctions • Pare brise vitrage acoustique
- Commande vocale • Toit ouvrant et GPS sur les versions Luxury et Pack M.

Smeia Importateur exclusif

Angle boulevard Moulay Slimane
et boulevard Tamiri Mohammed El Bakkai.
Route côtière de Mohammedia - Casablanca
Téléphone : 05 22 40 07 00
e-mail : contact@smeia.com

Réseau Smeia

Rabat : Ryad Auto-Groupe Smeia 05 37 71 62 00
Tanger : Smeia Tanger 05 39 39 94 30/40
Marrakech : Smeia Marrakech 05 24 32 72 32/35
Agadir : Soutra 05 28 84 74 28/29

LE CREDIT AGRICOLE DU MAROC ORGANISE

LE FORUM DE L'ENTREPRENARIAT DES JEUNES EN MILIEU RURAL

DU 16 AU 21 AVRIL 2019 AU SALON INTERNATIONAL DE L'AGRICULTURE DE MEKNES



A l'occasion de la 14^{ème} édition du Salon International de l'Agriculture au Maroc (SIAM), qui se déroulera du 16 au 21 avril 2019 à Meknès, le Crédit Agricole du Maroc organise un forum dédié à l'entrepreneuriat des jeunes en milieu rural.

A ce titre, tous les jeunes porteurs de projets souhaitant investir dans le milieu rural sont conviés pour bénéficier d'un accompagnement personnalisé des experts du Crédit Agricole du Maroc :

- **Conseils techniques en montage de projets**
- **Conseils financiers pour optimiser votre rentabilité**
 - **Offres de financement adaptées**
- **Conseils pour la création de votre structure**

Si vous aussi souhaitez investir dans la production agricole, le développement durable ou toute autre activité économique en milieu rural, venez nous rendre visite du 16 au 21 Avril 2019 sur le stand du Crédit Agricole du Maroc.



CREDIT AGRICOLE DU MAROC

UN ENGAGEMENT DURABLE